

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-REDACTION : 29, RUE PIAT — PARIS (20^e) (Métro : Pyrénées)

BOLCHEVISME ROYAL

L'Humanité de mercredi dernier a publié discrètement la nouvelle suivante, qui se passe absolument de commentaires :

UNE DECLARATION DU PARTI COMMUNISTE GREC

L'Agence Havas communique :

« Athènes, 7 janvier. — Une délégation communiste s'est présentée au palais royal. Elle a fait une déclaration affirmant que le parti que la délégation représente agit dans le cadre du régime actuel, considérant le roi Georges II comme une garantie contre le fascisme et contre tout régime autoritaire. »

Dénonçons le mensonge

On ne partagera pas ici l'enthousiasme de la presse de gauche pour le discours de M. Roosevelt. On ne relèvera pas les erreurs de détail comme celle qui présente, au lendemain du conflit du Chaco, les Amériques comme le paradis des pacifiques ou comme celle qui oppose les grandes et les petites nations, celles-ci « satisfaites de leurs frontières » (par exemple la Hongrie) « et prêtes à coopérer ». Il n'y a là que littérature politique et la plus mauvaise.

Sans doute trouve-t-on plus de pertinence dans la condamnation qu'il porte contre certaine idéologie qui attribue à tel peuple le privilège d'asservir d'autres peuples. Ici, le fascisme italien, conquérant l'Ethiopie au nom de la civilisation, est visé et justement atteint. On pourrait, tout au plus, faire observer que les Etats-Unis n'ont pas toujours pratiqué ce *fair play*, qu'il leur est arrivé d'imposer leur domination par les moyens les plus brutaux, que leur marche vers l'Ouest s'accompagna de violences commises contre des pacifiques peuplades et que l'exploitation des noirs, aggravée de terrorisme racial, n'est pas un si bel exemple donné au monde.

Mais laissons-là ce passé et considérons le seul présent. Continuons à lire le discours du président. Nous y trouvons un commentaire de la situation actuelle sur quoi nous voudrions insister car, selon nous, il renferme une explication politique très fautive du monde actuel. Essayons de suivre l'argumentation. Elle pose que certaines nations qui cherchent à s'étendre, au lieu de recourir à des moyens pacifiques (il est dommage qu'on ne nous dise pas lesquels) s'en remettent à la décision des armes. Citons ici intégralement : le texte en vaut la peine... *Mes paroles*, poursuit l'orateur, ne rencontreront pas l'approbation de toute nation qui s'estimera visée. Toutefois, elles seront approuvées par les peuples honnêtes et désireux de vivre en paix. Or, 85 ou 90 % des peuples étaient ou sont encore en faveur de la paix. La bonne volonté mondiale n'est paralysée que par 10 ou 15 % seulement de la population du monde. C'est cette action qui explique l'échec des efforts tentés pour réduire les armements et en outre la vaste course aux armements qui s'est instituée sur terre et dans l'air...

Nous pourrions d'abord demander où M. Roosevelt a puisé ces statistiques péremptoirement chiffrées... 10 ou 15 % ? Pourquoi pas 15 ou 20 % ? Et qui, quels peuples, ces 10 ou 15 % désignent-ils ? Nous ne croyons pas forcer la pensée du président en disant qu'ils dénoncent les Italiens, les Allemands, auxquels se joignent, sans doute, les Japonais. Cette interprétation paraîtra moins aventureuse quand on se rappellera que M. Roosevelt se plait à opposer dans son discours les bonnes démocraties aux méchantes autocraties qui mettent la paix en danger. Or, nous nous refusons à suivre l'orateur sur ce terrain. Il nous paraît en effet, dangereusement faux d'opposer, comme il fait, nations pacifiques et nations belliqueuses. Nous retombons ici dans la même erreur, maintes fois dénoncée dans notre journal. Nous nous refusons à opposer l'Italie ou l'Allemagne belliqueuses à l'Angleterre ou à la France pacifiques. Nous prétendons au contraire que les peuples, quels qu'ils soient, aspirent à la paix. L'opposition est ailleurs. Elle est (ne nous lassons pas de le répéter) entre les impérialismes inclinant ici à la paix parce qu'ils sont nantis et là à la guerre parce que la guerre peut, seule, les pourvoir, mais ici et là fondés sur la violence passée ou future. Elle est, sur le plan national, entre le prolétariat qui n'a rien à gagner de la guerre et qui a tout à y perdre, c'est-à-dire sa vie, et la bourgeoisie qui entend défendre ou étendre ses conquêtes par tous les moyens, c'est-à-dire par la guerre.

LASHORTES.

AUX LIBERTAIRES DE LA R. P.

SAMEDI 18 JANVIER, A 20 H. 30
Salle Babœuf, à la Bellevilloise,
23, rue Boyer

LE FRONT POPULAIRE,
POSITION DES ANARCHISTES

Appel à tous les sympathisants

Il faut choisir !

Oui, il faut choisir. Il faut prendre parti. Sur plus d'un point. Que cela puisse paraître importun et désagréable à certains, c'est possible. Mais les événements nous y obligent.

Qu'il y ait des risques de guerre, cela n'est que trop certain. Il faut savoir ce que l'on pense à ce sujet. Il ne suffit pas d'avoir déclaré il y a quelque temps que « Staline » n'avait pas raison. Il ne suffit pas de s'être élevé en principe, contre la guerre et l'union sacrée. Maintenant que la politique de Staline approche de ses conclusions logiques, maintenant que la préparation à la guerre et à l'union sacrée se développe intensivement dans les milieux de gauche et d'extrême-gauche, il s'agit de savoir si l'on veut s'y opposer ou non.

Je ne veux point dissimuler telle objection qui peut être faite et semble valable à plusieurs. Je pense qu'il faut, au contraire, l'exposer pleinement pour pouvoir élucider la question.

Et quoi ! me dira-t-on, est-il bon d'estimer que la politique dite des « sanctions pacifiques » est pleine de périls ? Est-il bon de critiquer la politique de l'Angleterre impérialiste et de sa S.D.N. ? Est-il bon de blâmer la promesse d'assistance militaire, navale et aérienne en cas de conflit qu'elle a imposée ? Et ne craignez-vous pas, si une telle politique était abandonnée, que la chute de Mussolini et du fascisme italien en soit retardée et qu'Hitler entre autres, en soit encouragé dans ses ténébreux desseins ?

Telle est à peu près l'argumentation des gens du Front Populaire et que l'on retrouve parfois hélas chez des personnes que l'on pourrait croire d'esprit plus affranchi.

Que les « sanctions pacifiques » aient risqué de provoquer la guerre générale, ce peut être pour quelques-uns un « péché » de l'admettre, mais c'est une opinion par trop vraisemblable. Sir W. Citrine, l'analyste travailliste, le reconnaissait dès le début. Des déclarations assez connues de Stanley Baldwin et de Samuel Hoare l'ont assez confirmé.

Mais le point le plus important n'est peut-être pas là. Le mensonge central, ou si l'on préfère, l'erreur centrale du système est dans la propagation de cette croyance que c'est en menaçant de participer à la guerre qu'on peut l'empêcher d'avoir lieu et qu'on peut se dispenser de la faire. C'est le système de la S.D.N., des pactes d'assistance mutuelle de tout acabit et dont les résultats sont assez prévisibles.

Que des politiciens en puissent être sincèrement dupes, c'est possible. N'ont-ils pas pris l'habitude professionnelle d'estimer que l'on peut toujours s'en tirer par des promesses que l'on ne tiendra pas ou des menaces que l'on n'a pas l'intention de réaliser ?

Mais la question se pose autrement pour qui examine les choses avec un peu de sérieux.

Croix-Rouge pour Croix de Bois

par Aurèle PATORNI.

Certes, pour un blessé qui a râlé pendant quarante-huit heures sur un champ de bataille, c'est une bien douce minute que d'ouvrir les yeux devant le visage penché d'une dame de la Croix-Rouge ; certes, après avoir subi les injonctions des chefs qui menaçaient de vous brûler la gueule si on ne sortait pas de la tranchée, c'est une chose fort agréable que d'entendre une jolie voix vous murmurer : « Que désirez-vous ? un peu de tisane ? »

C'est aussi beau que de s'entendre dire : Je vous aime !

Oui, quand on est vidé de son sang et de ses illusions, c'est beau un visage de femme qui vous console et c'est bien bon une main délicate qui lave votre plaie tandis que la voix ajoute : *Maintenant dors mon petit !*

Mais ce n'est point l'effet immédiat d'un pansement appliqué par une infirmière de la Croix-Rouge sur une fraîche blessure que je veux discuter ; non, ce contre quoi, je m'insurge, c'est contre l'Institution elle-même, dont l'existence, le développement et le caractère officiel démontrent, une fois de plus, l'acceptation de la guerre par ceux et par celles qui feraient un travail bien plus salutaire si, au lieu de s'efforcer à remédier par la pharmacopée aux horreurs des batailles, ils se joignaient à nous pour combattre le fléau. Cette charité, si bien ordonnée, envers les victimes d'un ordre social qu'elle soutient, cette conventionnelle pitié pour les suppliciés ne date pas d'hier ; elle s'est manifestée sous toutes les dictatures, civiles,

L'on peut estimer qu'une guerre telle que celle que l'on nous prépare à du bon, qu'il est opportun d'apporter aux peuples « la liberté démocratique » à la pointe des baïonnettes. C'est une opinion.

Mais si on ne la partage pas, il ne faut pas s'engager dans la voie qui mène à une guerre de cette sorte.

Déjà, la presse quotidienne dite ouvrière s'occupe à surchauffer les passions dans ce sens.

Déjà, elle a fait une campagne victorieuse pour la participation à des hostilités éventuelles.

Et si la catastrophe survenait, on verrait tous ceux qui seront suspects de manquer d'enthousiasme pour la boucherie gene-

Confiance... nous vaincrons

Nous avons eu raison de faire confiance au dévouement de tous nos amis. Nos appels ont été entendus.

La semaine dernière nous nous posions avec angoisse la question : Paraitrons-nous la semaine prochaine ?

Nous paraissons.

Malheureusement, nos deux derniers numéros ne sont sortis que parce que notre imprimeur a bien voulu nous consentir le crédit et nous avons dû lui régler cet arriéré pour que paraisse le présent numéro.

Aussi l'effort ne doit pas se relâcher. Il nous faut encore 2.000 francs pour notre prochain numéro.

Nous devons les trouver ; nous les trouverons !

Que nos camarades qui n'ont pas encore répondu à notre appel nous envoient vite leur souscription, que ceux qui ont déjà répondu, refassent encore un petit effort. Mais c'est surtout à nos abonnés en retard que nous faisons appel.

Tous les abonnés en retard ont dû recevoir cette semaine une circulaire leur rappelant que leur abonnement est échu, ils doivent sans retard nous en envoyer le montant, la stabilité financière du Lib dépend d'eux.

Tous, anarchistes, sympathisants, envoyez votre obole. Adressez les fonds à M. Faucier, chègue postal : 596-03, 29, rue Piat, Paris-20^e.

voise, dénoncés comme traîtres à la démocratie et à la classe ouvrière, assommés avec ou sans résistance par des imbéciles fanatisés.

Voilà vers quoi l'on va. Voilà ce qu'il faut empêcher.

Et c'est précisément en l'empêchant que l'on peut atteindre Mussolini et aider les Italiens fascistes.

Parce qu'enfin le meilleur service à leur rendre n'est pas de le présenter comme des amis et protégés des ennemis de leur « patrie ».

Parce que, si nous souhaitons qu'ils profitent des difficultés du régime pour s'en délivrer, et qu'ils réagissent mieux contre leur expédition coloniale que nous ne l'avons fait contre les nôtres, il faudra tout de même les y seconder et encourager.

Ce que nous pouvons faire : empêcher la guerre avec l'Italie, est infiniment plus simple, moins difficile, moins périlleux que ce que nous attendons d'eux : arrêter la guerre avec l'Ethiopie. Et si quelque chose peut aider à la chute du fascisme, c'est préciser un réveil au prolétariat français, un retour à ses meilleures traditions.

Un réveil du prolétariat français, cela signifie avant toutes choses, un renouveau du syndicalisme, une nouvelle vie de la C.G.T.

Et comme, aussi bien, je touche à un sujet sur lequel se sont élevées des disputes et des contestations, qu'il me soit permis de dire là-dessus en toute sincérité mon opinion.

J'aurais certes souhaité que les discussions au sujet de l'unité syndicale entre nous se fussent déroulées en toute sérénité. Mais tous les torts ne furent pas d'un seul côté. Et l'on peut être excusable d'avoir manqué pour une fois de patience et de mesure, lorsque l'on est continuellement attaqué avec une passion digne d'un meilleur emploi.

Quant au fond, autant que peut me permettre d'en juger ma qualité de simple et modeste syndiqué, je pense qu'il n'y aura jamais trop de syndicalistes et de libéraux dans l'unité syndicale reconstituée. Je pense que là est leur place et que c'est là qu'ils peuvent servir le mieux le syndicalisme et la classe ouvrière.

Je comprends quelques naturelles rancœurs ont suscité chez certains les procédés des meneurs de la C.G.T. et de la C.G.T.U. Et je réprovoie plus que quiconque les méthodes, la politique, les tendances que des chefs indésirables voudraient imposer à la nouvelle C.G.T.

Mais cela ne veut pas dire qu'il faille rester en dehors de l'unité syndicale, au lieu de tenter de la rendre utile et féconde. Cela ne veut pas dire que l'on n'ait définitivement le choix qu'entre une C.G.T. sans syndicalisme et un syndicalisme sans syndiqués.

EPSILON.

(Lire la suite en 3^e page).

La revanche du « Meskine »

« — Allo ! Allo ! Ici, poste national de radio-diffusion : aux dernières nouvelles, on nous annonce la disparition des aviateurs Saint-Exupéry et Provost, partis du Bourget, dimanche matin, pour tenter le record aérien Paris-Saigon... Allo ! Allo ! On nous signale leur passage à Benghazi... Bonsoir mesdames ! Mesdemoiselles ! Messieurs ! »

Et pendant quatre jours les commentaires vont leur train :

— Ils sont peut-être dans le désert de Lybie... sur la frontière éthiopienne, chez des sauvages qui massacrent les aviateurs, porteurs de notre belle civilisation européenne !

On évoque les gravures antiques du *Petit Journal* : le massacre de la mission X... Les Touaregs, ces pillards du désert assassinant nos braves officiers Y... et Z...

— On enverra une colonne d'attaque de nos petits soldats contre ces bandits... », remarque un vieux ramolot décati, débris des guerres coloniales fin-de-siècle.

Bref, un état d'esprit qui rappelle certaine scène des *Ventres dorés* d'Henri Becque.

...Cependant, après avoir souffert terriblement de la faim et de la soif ; désespérés, n'osant plus croire en la prochaine rencontre d'un être humain ; harassés, fatigués à l'extrême et décidés à mourir sur place, les deux aviateurs rencontreront des Bédouins, de ceux dont le « Larousse » des écoliers ne trouvent d'autre définition que de les nommer les pillards du désert (*sic*).

— Tu as soif, mon frère, tiens, bois cette eau fraîche puisée dans la palmerie voisine ; mange ces fruits savoureux ; goûte-moi ce bon couscous, cette bonne galette arabe préparés par les soins de nos femmes ! »

C'est l'hospitalité de l'oasis. En certaines contrées de France, en Beauce ou dans la Meuse lorraine et patriotique, les fermiers lâchent les chiens contre le trimardeur qui ose solliciter un verre d'eau (de l'au ! Y en a à la mare !). Mais ici, le pauvre meskine éprouve une joie indicible quand il peut partager ses vivres avec le passant, le voyageur malheureux.

La race Supérieure européenne prétend justifier son brigandage et ses razzias coloniales, en faisant sonner bien haut qu'elle apporte la civilisation aux races inférieures : nègres, jaunes, cuivrés, toucouleurs, hottentots, cafres, arabes, berbères, kabyles, maures, marocains, etc. Nos amis Vigné d'Octon, Sail-Mohammed, V. Spielmann, nous ont montrés ce qu'il fallait en penser de cette civilisation qui met les tribus hors la loi, qui exproprie 50.000 hectares de terre indigène pour en faire profiter les créatures du pouvoir.

Aujourd'hui, il est de bon ton de crier haro ! sur l'agresseur mussolinien en Ethiopie alors que ces messieurs devraient entonner à Genève la fameuse scie populaire : « Oui ! nous avons tous fait ça... »

Pendant que Saint-Exupéry et Provost se restaurent, reprennent des forces, les Bédouins sont allés chercher Omar ben Djilali, sage reconnu par toutes les tribus. Fier et digne, l'indigène chasse loin de lui tout ressentiment contre les natifs de ces nations conquérantes et leur adresse à chacun des paroles de courage :

— Repose-toi, mon frère ! Que les plus beaux songes viennent bercer ton sommeil ! Le rêve apportera la brûlante illusion d'une maîtresse aimée caressant de ses doigts soyeux, ta virilité assoupie. La beauté de son corps t'incitera à de chauds embrassements voluptueux... Dors, mon ami... »

Et joyeux, heureux de vivre, l'air parfumé de l'oasis pénétrant en tout son corps ; éprouvant le bonheur d'avoir extériorisé ses sentiments anarchistes, éclos naturellement dans le cerveau de ce fils du désert, Omar ben Djilali gagne sa tente pour y rejoindre sa chère Kraïra et lui communiquer la flamme de son puissant altruisme.

La voilà, la revanche du pauvre, du meskine, contre tous les mensonges lancés contre les simples et hospitaliers habitants des douars.

Un Livingstone pourra toujours traverser le Haut-Zambèze pacifiquement et ne rencontrer sur son chemin que des amitiés sincères, des dévouements héroïques, alors que les spadassins du « Duce » ne récolteront que la haine et le désir de la vengeance future. Déjà, il y plus de 150 ans, Diderot nous a écrit quelques belles pages en « Supplément au Voyage de Bougainville » pour nous montrer la bonté native des aborigènes océaniques.

Vous qui avez manifesté la joie de retrouver vivants, sains et saufs, les aviateurs Saint-Exupéry et Provost, si vous ne donnez pas tous vos efforts pour appuyer notre propagande humaine, anti-colonialiste et pour que cesse le massacre Italo-Ethiopien, permettez-moi de vous dire que vous seriez les derniers des muflés et des crétins et que votre anxiété n'était que pure hypocrisie.

HOCHE MEURANT.

Nos lecteurs sont priés de nous signaler d'urgence leurs marchands de journaux habituels qui ne reçoivent pas ou qui ne reçoivent plus le « Libertaire ».

LA SITUATION POLITIQUE

Le vote du budget

La discussion du budget à la Chambre donnait lieu habituellement à maints débats passionnés. Une étrange émulation se faisait entre les parlementaires ; c'était à qui proposerait les solutions les plus mirobolantes. Dame, il fallait bien montrer aux électeurs que l'on se souciait de leurs intérêts.

La droite protestait contre les impositions qui frappaient le monde industriel et commercial.

La gauche s'élevait contre les taxes du petit commerce, s'efforçait de rassembler autour d'elle tout ce qui a à se plaindre du capitalisme et de son régime, par des propositions toujours repoussées, mais constituant autant d'excellents hameçons électoraux.

Les partis ouvriers s'attachaient à se faire les interprètes des préoccupations plus spécifiquement ouvrières.

Ainsi, ils s'élevaient régulièrement contre l'impôt sur les salaires et autres mesures fiscales frappant les travailleurs. Ils protestaient contre les dépenses militaires et proposaient de multiples subventions pour les œuvres sociales.

Enfin, il y avait le débat traditionnel sur les fameux fonds secrets au cours duquel les députés communistes entraînaient régulièrement en transes. On protestait, tempêtait, fulminait fort, contre l'immoralité des moyens employés par le régime pour se maintenir.

Cette année, rien de tout cela.

Le budget, quoique comportant une aggravation des mesures fiscales, a été expédié en trois semaines sans incident.

La majorité d'extrême-gauche, comme on a dit de la Chambre, a négligé de s'arrêter à un tel détail. Les 405 voix de gauche claieusement chiffrées par notre bonne mère l'« Humanité », se sont confondues avec les voix de la droite.

C'est que, malgré les affirmations contraires, la campagne des fascistes a porté. Le chantage des grands potentats a pleinement réussi et les parlementaires la filent douce.

Il n'est pas jusqu'aux députés du Front populaire — ce croque-mort épuisé — qui n'aient voulu donner des gages d'assagissement, en renonçant à dénoncer les crédits militaires et les fonds secrets !

Les députés communistes sont restés cois. C'est que Staline n'aurait pas été content. Pour le coup, il n'aurait pas eu raison !

Aussi, hop ! le budget. Enlevez, c'est pesé. Les masses n'y verront que du feu.

Et les députés s'en sont allés au vert.

LA PUERILITE DU JEU PARLEMENTAIRE

La rapidité du vote du budget a provoqué des commentaires chaleureux des organes réactionnaires, qui décernent avec ensemble un bon point au Parlement.

C'est le jeu politique. Si les députés avaient voulu bavarder et traîner ainsi la discussion en longueur, quellets clameurs ! La grande presse aurait redoublé ses clichés contre le Parlement, affiché un mépris bien senti des parlementaires, incapables de se laisser dominer par l'intérêt national ! Les Ligues auraient bougé, le chantage recommencé. Au lieu de cela, des louanges !

Rien n'indique mieux le contentement du capitalisme du vote rapide de son budget.

Rien ne montre mieux la duplicité du système parlementaire et la candeur de ces élus ouvriers, qui voient en lui le moyen d'arriver tout doucement, de réformes en réformes, au triomphe des suprêmes inspirations du prolétariat, comme le soutenait la semaine dernière, Compté-Morel dans le *Petit Provençal*.

Pourtant l'expérience actuelle après celle de plusieurs pays montre surabondamment le but du parlementarisme qui est d'enchaîner la classe ouvrière au régime.

Tant que le libre exercice du jeu parlementaire ne menacera les privilèges de la bourgeoisie, celle-ci y restera fidèle ; mais du jour où une majorité politique réellement combattive mettra en danger ses privilèges, immédiatement celui-ci sera condamné sans appel.

Les campagnes d'intimidation de la grande presse, la pression des Ligues, n'ont eu ces dernières années pour but que le délogement de majorités de gauche, jugées susceptibles « d'audaces ».

Le *Mur d'argent* au lendemain des élections à gauche de 1924, le coup du 6 février n'ont pas eu d'autre but.

Le fascisme, venant ruiner d'un coup une longue et souterraine action du socialisme, montre que la bourgeoisie n'est pas dépourvue de moyens pour assurer son régime. Et alors ?

A la lumière des événements présents est-il possible de croire, sans faire preuve d'aveuglement, à l'efficacité du moyen parlementaire ?

Les faits répondent en légitimant notre position anti-parlementaire.

EN ATTENDANT LA DISSOLUTION DES LIGUES

Ne nous l'avait-on assez affirmé, qu'il suffisait de voter la dissolution des Ligues pour lever l'hypothèque du fascisme. Pendant des mois et des mois les partis de gauche et d'extrême-gauche ont lancé le mot d'ordre : dissolution des ligues fascistes. Nous répondions en dénonçant ce qu'avait de trompeur un tel mot d'ordre.

En effet, il nous paraissait impossible que le capitalisme renonce à ses Ligues dont la menace s'est révélée précieuse pour imposer sa politique déflationniste.

D'autre part, il était certain que les Li-

gues fascistes « menacées » de dissolution trouveraient un moyen pour tourner la loi. C'était inévitable et pourtant, en dépit de nos avertissements, les partis ouvriers et de gauche s'obstinaient, à demander le vote de la loi de dissolution ! Aujourd'hui le résultat est clair.

La loi est votée et rien ne vient permettre d'espérer que cette loi soit appliquée.

Le serait-elle, qu'elle serait complètement inefficace, car les Ligues ont pris la précaution de légaliser par avance, en regard de la nouvelle loi, leur existence.

Les formations du rascisme se sont camouflées en partis politiques. Les Jeunesses patriotes ont pris l'étiquette de *Mouvement populaire national*. Les croix de feu sont devenues le *Mouvement social français*. Et allez donc... le fascisme continue ! Car ce n'est pas la dissolution des équipes squelettiques de la *Solidarité française* et du *Francisme* qui diminueront, aussi peu soit-il, le danger fasciste.

Le vote de cette loi si longtemps exigé, se révèle finalement comme un vulgaire coup de béton dans l'eau.

Aujourd'hui, on s'aperçoit finalement que nous avions raison. L'*Humanité* de dimanche dernier, manifestait ses inquiétudes sur les effets réels de cette loi. Qu'est devenue la magnifique victoire du Front populaire annoncée dans l'*Humanité* au lendemain du vote de cette loi ? Sinistres farceurs.

Une nouvelle fois la démonstration est faite que la légalité, l'arsenal des lois, ne peuvent être tournés contre la bourgeoisie.

Combien faudra-t-il d'expériences de ce genre, pour qu'enfin on le reconnaisse ?

Sommes-nous vraiment condamnés à toujours mettre en garde contre les illusions entretenues par le jeu parlementaire ? Nous sommes portés à nous le demander !

O. Piloche.

LE COIN DES JEUNES

PROPOS D'UN JEUNE

C'est d'une Révolution — la première de toutes — dont je voudrais vous entretenir.

D'une révolution qui seule peut vous ouvrir à toutes les révolutions sociales, parce qu'on ne peut nettement savoir ce qu'est le monde extérieur, que lorsque l'on sait ce que l'on est :

C'est la Révolution que l'on remporte sur soi, et qui doit tendre à abolir le « moi » artificiel — si sensible aux hochets de la gloire — que la vanité pousse, que l'intérêt dirige, que la désertion attend, pour libérer, vivifier, porter à son plein épanouissement le moi de l'individu, dont l'esprit critique s'est éveillé, dont le besoin de justice s'est grandi, dont la soif de vérité s'est allumée, et qui peu soucieux des honneurs extérieurs, puise en la conscience de ce qu'il est une légitime et bénéfique fierté.

C'est à tous les révolutionnaires en uniformes, qui en toute circonstance, et même hors de circonstance, brillent quelques vagues mots d'ordre sur l'air des *Lampions* que je destine ces lignes.

Ne leur offrant ni salut, ni chemises de couleurs avec cravates assorties, ne flattaient pas tout ce qu'il peut rester en eux d'esprit servile plus ou moins déguisé, n'ayant pas à leur faire miroiter de places honorifiques et des titres de chefs, je ne m'illusionne pas sur ce que ma tâche a d'ingrat.

Ne pas servir, ne pas commander, n'être ni maître ni esclave, c'est pour beaucoup un gouffre, où leur absence de personnalité s'abîme.

Et mon but est — ou plutôt serait — précisément de leur révéler cette personnalité, de les ouvrir aux jouissances intégrales de se sentir « soi ».

Alors, mais alors seulement, libéré — dans tout ce qu'entend ce terme — ils pourront marcher vers toutes les révolutions.

Mais y songer avant est désirable, car on ne peut se sacrifier à une cause que lorsque l'on a mesuré l'étendue de son sacrifice ; on n'a le droit de mourir pour une cause, que lorsque l'on sait pourquoi l'on meurt.

MAURICE LAISANT.

PRENONS GARDE

A l'heure où le dernier numéro du « Libertaire » était sous presse, se tenait à la Chambre des Députés la discussion du projet de loi sur le recrutement de l'armée.

Il s'agissait de transformer en loi la décision par laquelle le gouvernement Flandin avait, le 15 mars 1935, fait jouer l'article 40 autorisant le gouvernement à réintégrer, à la caserne, les jeunes soldats libérables, si les nécessités nationales ou internationales l'en obligeaient. Par ce texte « le contingent incorporé en avril 1935 doit faire 18 mois. Les contingents suivants et jusqu'en 1939 inclus, feront deux ans ».

Différents incidents ont mis le gouvernement dans l'obligation d'ajourner le vote de l'ensemble de ce projet de loi que nous combattons avec tous les moyens mis à notre disposition.

Quels ont été ces incidents ? Nous serions en droit de penser qu'ils étaient dus à une opposition irréductible des représentants (?) de la classe ouvrière. Ecartons nos illusions. Ils ne venaient simplement que de deux députés de l'extrême droite, MM. Schuman et Robert de Grande Maison, demandant « le rétablissement de l'exonération pour les aînés de famille de 5 enfants, de six mois du temps de service légal ». Comme nous nous en doutions, dans le but de favoriser le lachisme.

Cette séance confirme les craintes que nous avions. Communistes, socialistes et radicaux, unis dans le Front Populaire, ne se sont élevés d'aucune façon, contre le maintien, pendant deux ans, des jeunes encasernés.

Nous n'ignorons pas l'intervention de Dewez (parti communiste), mais en quoi s'est-il déclaré contre la prolongation du service militaire ? A-t-il fait appel à l'action du prolétariat ? Nous savons ce que peut valoir un grand discours au Palais-Bourbon, et même, si les 10 communistes votaient contre le projet (ce qu'ils feront cer-

De mon wagon

VIVE LA PARESSE !

Nous sommes montés, Carpette et moi, sans le vouloir dans le wagon des beloteurs et, ce matin, la partie semble singulièrement animée. Cela durera jusqu'à Paris ; impossible de lire une seule ligne, il faut en prendre son parti. De guerre lasse, mon ami reprie sur « Huma » et m'entrepris aussitôt :

« Alors, ça va un peu le travail ?
— Oh le fait aller, tu sais bien. Et toi ?
— Oh ! moi, j'en ai mal au ventre d'avance, ce n'est plus tenable ; plus on en fait, plus il faut en faire. Tu n'es pas barbouilleur mais tu sais tout de même ce que c'est qu'un plafond, n'est-ce pas ? Eh bien, le chef nous demande d'en faire deux dans la journée.
— A ta place, j'en ferais trois, pour le vexer !
— Cause-tu sérieusement ?
— Tu en doutes, Carpette ? Je n'ai pas de chance, car cette fois je croyais bien tomber d'accord avec toi. En bon communiste orthodoxe, ne cherchais-tu pas, l'autre jour, à me démontrer les beautés de la méthode Stakhanoff, et sa nécessité quant à l'encouragement à l'émulation individuelle des travailleurs ?

« J'ai été tellement impressionné par les chiffres de tonnage extrait que tu m'avais cités que j'en ai rêvé la nuit. Je me voyais, armé d'un marteau-piqueur en train de faire la pige à tes Dioukanoff et autres Artioukhoff. Ah ! ça bardait, je t'assure. Et vlan ! en voulez-vous du charbon ? Un vrai filon, une mine, et noir comme les houilles à Taupiskoff ! Et si mon réveil n'avait pas sonné, je crois que j'aurais été englouti sous cette production hallucinante. C'était un rêve, heureusement, parce que je ne suis pas si costaud que cela.

« Seulement, j'ai peur que tes copains de l'U.R.S.S. ne se trouvent un jour écrasés par les fruits de cette expérience, dont je ne puis croire qu'ils aient calculé la puissance maléfique. En admettant qu'ils aient la possibilité, par une organisation impeccable, de résorber cette surproduction (qui est en train, ne l'oublie pas, de gagner toutes les branches de leur industrie) ils auront réussi pour le moins à former une génération de fiers-à-bras, où chaque ouvrier se croira un champion en puissance. Et je n'ai pas l'esprit assez sportif pour m'en extasier.

« Laisse les bolchevistes à leurs expériences. C'est leur affaire d'organiser et réglementer leur production comme ils jugent utile. Je te causerais seulement de moi. Or je ne fais pas mes plafonds avec un marteau-piqueur...

« Heureusement !...
— Et je ne peux pas tenir une brosse à charge main. Il y a des limites à toutes possibilités.

« Elles ont déjà tellement reculé, ces limites, que je ne puis m'empêcher d'être inquiet. Puisque tu es du bâtiment tu dois bien te rappeler des vieilles méthodes d'avant-guerre, de cette tranquillité et de cette liberté réelles. Et ces couvreurs qui jouaient au « clou » toute une demi-journée dans un grenier. Et vous-mêmes, les peintres, votre sœur n'avait-elle pas donné matière à dicton ? Et les lundis ?

« J'admets que cette liberté était souvent mal utilisée, les bistrots en savent quelque chose. Mais ce n'est pas dans un but de moralité que le patronat a resserré son emprise toujours davantage. Il est logique avec son rôle social.

C'est vous, mauvais bergers, qui ne l'êtes pas, en préconisant des méthodes qui, en définitive, ramènent au même asservissement, et éloignent, le but final qui est l'affranchissement du prolétariat. Mais comme le remède est toujours à côté du mal, les fainéants auront aussi leur mot à dire ! Je te le répète, Carpette, je ne conçois pas une société qui n'aurait pas le travail à sa base, seulement il y a la manière ; et certaines méthodes ne sont pas des articles d'exportation pour tous pays... Je veux bien travailler mais vous m'offrez le *hard-labour* ; je rêvais du paradis et vous me proposez un enfer. Aussi je ne marche pas et je crie : vive la paresse !

« Quand nous aurons fait la révolution, il faudra bien que tu marches !
— Ça peut nous mener assez loin... et, d'ici là, les progrès de la science se seront encore développés. Les voyages interplanétaires seront sans doute au point. Je prendrai un billet pour la lune en te donnant le bonjour d'Alfred !

Le Banlieusard.

P. S. — Un fâcheux bourdon a dénaturé le sens de mon dernier article. Il fallait lire : Toute loi est promulguée pour nous obliger à faire ce que nous aimerions éviter, ou bien nous empêcher de faire ce que nous voudrions si ce n'était pas défendu.

Le B.

nement parce qu'ils sont en minorité) y aura-t-il quelque chose de changé ? Nous déclarons sans le moindre doute, non.

Nous aurions aimé voir la presse de gauche (*Humanité*, *Populaire* et *Oeuvre*) lancer un appel contre les prétentions de l'état-major français. Nous aurions été saisi de voir relever les mensonges du lieutenant-colonel Fabry, ministre de la Guerre, déclarant que « la raison majeure qui a déterminé le dépôt de ce projet n'est pas l'existence des classes creuses... mais le réarmement intensif de l'Allemagne, réarmement dont la cadence et l'ampleur ont dépassé toutes les prévisions » ; alors que le 15 mars 1935, date de l'application de l'article 40 en France, l'Allemagne n'avait pas encore rétabli le service militaire obligatoire ; alors que les magnats de l'industrie lourde française ont, par leurs fournitures en matière première aidées le réarmement de ce pays ; alors qu'aucun pays, la France en tête, n'a respecté le Traité de Versailles.

Rien ! Silence total ! La véritable union sacrée est scellée, conduisant le prolétariat mondial vers un nouveau cataclysme, vers une nouvelle guerre.

Seuls, les anarchistes se dressent, ils en appellent aux travailleurs français pour réagir immédiatement, et pendant la campagne électorale qui, dans quelques mois, va s'ouvrir, faire comprendre aux quémendeurs de suffrages, qu'ils n'ont plus besoin de leurs concours. Leur faillite est prononcée.

Qu'ils se remettent à l'esprit ce qui était inscrit au fronton de l'Internationale « L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

A. Langlois.

AUX HASARDS DU CHEMIN

Propos d'un Paria

ATROCITES !

Nous voici enfin au chapitre prévu des atrocités de la guerre.

Comme si la guerre n'était pas par essence, la chose la plus atroce. Comme si le génie maléfaisant des hommes avait trouvé quelque chose de plus infernal... et de plus stupide.

Nous avons connu, hélas ! les « atrocités allemandes » : femmes éviscérées et préalablement souillées, enfants et vieillards assassinés, villages détruits sans raison, etc., etc.

On a passé prudemment sous silence les « atrocités françaises » et les colliers d'oreilles des braves Sénégalais...

Ca n'était pas, évidemment, la même chose !

Or voici que les feuilles nous mettent au courant des « atrocités italiennes » cependant que la presse du Duce proclame qu'elles ne furent que la réponse aux « atrocités éthiopiennes ».

Des aviateurs italiens tombés dans les lignes ennemies auraient été proprement décapités et leurs têtes placées comme épouvantails pour les grands oiseaux de mort.

Cette façon de faire aurait suscité la colère des Italiens qui décidèrent de punir ces « sauvages » comme il convenait.

Des escadilles de bombardement survolèrent alors les agglomérations éthiopiennes et firent tomber, au petit bonheur, leur dangereux chargement.

Ce fut une ambulance suédoise qui écopa de belle manière.

Cela n'alla pas sans de véhémentes protestations et la plainte obligatoire à la Société des Nations.

Il y a quelques jours, ce fut une ambulance égyptienne qui reçut son compte de bombes.

Nouvelles protestations et nouvelle plainte à la S.D.N.

A part la presse pro-italienne qui plaide « l'accident » la plupart des grands journaux ont dénoncé ces atteintes aux lois de la guerre, ces violations des conventions internationales adoptées par les nations « civilisées ».

Car il y a, selon certains, une façon « humaine » de faire la guerre.

J'ai cité dans le *Libertaire* et *Aurèle Paterni* l'a fait également dans la *Patrie* Humaine des extraits de la brochure que le général von Ludendorff a publiée dernièrement à Berlin et qui montrent de quelle façon ce « spécialiste » envisage la guerre future.

Oh ! pas une petite guerre comme celle qui se déroule en Abyssinie, mais la prochaine guerre mondiale qui est selon Ludendorff inévitable.

Il n'y aura alors, pas de pitié pour les canards boiteux. Pas de considérations d'humanité. Ce sera la destruction complète, en un temps record, du pays qui aura la malchance d'être surpris.

Ce sera, en un mot l'abomination de la désolation.

Aussi, de constater que le bombardement de quelques ambulances a pu susciter un tel mouvement de protestation est somme toute une sorte d'apaisement.

En supposant toutefois qu'il soit sincère et non pas, comme il est permis de le supposer, soigneusement orchestré pour les besoins d'une cause qui n'a de pacifique que le nom.

Mais il ne faut pas oublier qu'on n'humanise pas la guerre. Et que les « atrocités » ne sont en somme que peu de chose comparées à l'effroyable fléau qui fait la honte des hommes dits civilisés et qui ne sont en réalité que de scientifiques barbares. — Pierre Mualdès.

UNE BELLE VICTOIRE FRANÇAISE

On se rappelle qu'à la suite de plusieurs débâcles des sportifs français, Maurice Thorez, secrétaire du P. C., laissa couler l'amertume qui débordait de son cœur de français ulcéré. Il affirma même que le peuple de France ressentait avec un légitime sentiment de honte de telles défaites, dues à l'incurie des dirigeants du sport bourgeois.

Que Dieu soit loué ! Le drapeau tricolore est aujourd'hui vengé et bien vengé.

L'autre dimanche, l'équipe de football du Racing représentante des trois couleurs a rossé l'équipe de Moscou.

Enfin voilà une victoire pour le sport français. Nul doute que le peuple de France se reprenne à espérer et que Maurice Thorez doive se retrouver enfin fier d'être français.

Vous riez ? Mais non, ne riez pas. Car on le serait à moins. N'est-ce pas Maurice ?

HYGIENE MUNICIPALE

Les élections municipales ont été triomphales paraît-il pour les candidats de gauche ; on allait voir... ce qu'on allait voir.

On l'a bien vu en effet en cette fin d'année 1935 où le budget municipal fut consacré surtout, en raison du mécontentement grandissant, à renforcer les mesures de répression au détriment des œuvres sociales, de l'hygiène et de la santé publique.

Un simple exemple : alors que le budget de la police se trouve enflé considérablement, par compensation l'entrée aux piscines a été majorée de 1 franc et celle des bains-douches de 50 centimes.

Se laver est sans doute un luxe pour les édiles parisiens ? Ils n'ignorent pourtant pas que la clientèle de ces établissements est exclusivement ouvrière et qu'en ces temps difficiles le droit à la propreté au lieu d'être prohibé devrait être gratuit et encouragé pour les ouvriers dont beaucoup sont sans travail et sujets à une dépression physique fort compréhensible.

Mais sans doute est-ce là l'application de la formule « que les riches payent » dans ce « monde à l'envers ».

LES BOLCHEVIKS CHEZ SA MAJESTE

Du temps des belles campagnes électorales « classe contre classe » il y avait plaisir à parcourir les préaux d'écoles où nos cent pour cent communistes s'écriaient, visant les socialistes : « On ne choisit pas entre la peste et le choléra ». Le choléra c'était simplement, dans leur esprit, la bourgeoisie. Pour la peste, vous savez déjà de qui il était question. Heureux temps ! La « ligue révolutionnaire » la fameuse ligue était en ciment armé.

Depuis les choses ont changé. L'*Humanité* du 8 janvier nous annonce qu'en Grèce une délégation du Comité central du P. C. a été trouvée la nouvelle majesté pour lui dire qu'elle le considérait, lui, Georges III, comme une garantie contre le fascisme et contre tout régime autoritaire.

Que voilà donc une bonne nouvelle pour le Courrier royal du Duc de Guise ; et il faut s'attendre à un prochain interview dans ce journal de Maurice Thorez, qui aime tant son pays, et sans doute les 40 rois, qui en mille ans firent la France !

Entre nous ce n'était pas la peine de se gausser de ces pauvres social-démocrates d'outre-Rhin, qui préféraient Hindenburg à Hitler.

UNE G.D.V. A L'HUMA

P. V.-C. toujours en forme, sinon encore en uniforme (comme il devait bien le porter ma chère !) travaille de plus en plus du chapeau. Et il s'agit d'un bicomme de major général. En deux mots voilà l'affaire : L'*Humanité* du 8 janvier publie un long rez-de-chaussée, qu'un certain major général Z., que l'on certifie en activité, consacrer à la nécessité cruciale de passer les murs des casernes à la chaux et leurs latrines au grésil. Si la chose est faite au moins une fois dans l'intervalle d'une dernière guerre à la prochaine dernière des dernières, le républicanisme de l'armée s'en trouvera singulièrement rehaussé. C'est du moins P. V.-C. qui l'affirme dans son préambule.

Pendant la guerre du droit, de la justice et de la civilisation (air connu) nous avons admiré un certain soir d'août 1914, en gare de Noisy-le-Sec, un grand Sénégalais qui disait devant des civils regardant les prisonniers Allemands : « Moi pas méchant, couper kabech... aux boches... tout doucement... tout doucement ».

C'est sans doute au nom de cette philosophie très spéciale que P. V.-C. étrangle lentement, mais sûrement, l'antimilitarisme de l'*Humanité* d'antan.

VIVE LE LAPINISME

La semaine dernière la très orthodoxe union des comités de chômeurs organisait un festival pour les gosses des chômeurs dans la salle de la C. G. T. U., rue Grange-aux-Belles. Le pur Payra qui préside à ses destinées y alla de son laïus.

Oh ! sainte mère, que nous raconta-t-il ! Désormais les communistes n'entendent pas livrer aux matraques des flics les chômeurs sous le prétexte de manifestation de rue. Non. C'est fini. A l'avenir, a dit Payra, il sera habile de faire appel aux bons sentiments de la bourgeoisie ! Hum.

Ayant ainsi été admis à l'écoute du nouveau évangile bolchevik, les chômeurs furent conviés ensuite à une distribution d'effets.

On fit l'appel des familles présentes en annonçant leur nombre de gosses. Alors — mais nous ne mentons pas — ce fut un spectacle qui aurait soulevé d'aise nos plus farouches ratapols.

Le speaker annonçait un tel, tant de gosses. Quand le nombre s'élevait au-dessus de 5 enfants, une formidable ovation faisait écho.

La claque de service donnait à fond. Et les mères lapin, sous les acclamations, allaient chercher leur lot en se trémoussant.

Saint Marx et saint Lenine que diriez-vous s'ils vous étaient donné de voir vos rejetons d'aujourd'hui.

AU PAYS OU LE PROLETARIAT EST AU POUVOIR !

Les communistes se sont beaucoup dépensés en tous temps pour nous prouver qu'en U. R. S. S., ce sont les travailleurs qui gouvernent.

Malheureusement pour eux, cette affirmation a reçu de nombreux et décisifs démentis et ça continue.

Ainsi, cette semaine, le *Populaire* a publié une dépêche de l'Agence Havas selon laquelle des travailleurs d'une usine voisine de Moscou viennent d'être condamnés de 4 à 5 ans de prison pour avoir quelque peu caressé à coups de bottes, le postérieur d'individus qui s'efforçaient d'implanter la méthode stakhanoviste.

Si nous comprenons bien, ces travailleurs ont agi pour maintenir des conditions normales de travail, un rythme raisonnable de la production et se sont défendus contre les entraîneurs bien connus de leurs frères des bagnes capitalistes.

De tels gestes sont fréquents dans les usines de la région parisienne et se terminent habituellement par la mise à la porte des réfractaires.

En Russie, patrie des travailleurs, les mêmes ouvriers qui s'essaient de lutter contre l'abrutissement de la cadence infernale sont traités en contre-révolutionnaires ! et punis de 4 à 5 ans de prison. Le Code prévoit même la peine de mort !

Doux régime. Admirable patrie des prolétaires. Quel bourrage de crâne fait-on en ton nom.

Les romanichels.

FETE DE SOLIDARITE

Le groupe anarchiste de langue juive informe les camarades que la fête artistique organisée le 31 décembre 1935, au profit de nos camarades anarchistes et anarcho-syndicalistes emprisonnés en Espagne et en Russie a rapporté la somme de 1.350 fr. Cette somme a été partagée et versée aux deux comités.

Nous remercions nos camarades Charles d'Avray, M. P. Gouté, le jeune violoniste José et les autres pour leur concours. — Le Groupe anarchiste de langue juive.

A TRAVERS LE MONDE

LETTRE DE GENÈVE

Après l'action des chômeurs

De tous temps, les anarchistes ont dénoncé les pouvoirs, de quelque couleur qu'ils se recouvrent, comme de parfaits occupants.

Mais... mais nous, à Genève, des considérations régionales nous avaient laissés croire que nos pouvoirs pouvaient être animés d'une certaine sincérité. Tant il est vrai, que les politiciens sont passés maîtres dans l'art d'exploiter les mécontentements et les espérances des travailleurs. A chaque période électorale, ces « artistes » savent remarquablement faire miroiter les plus anrassants mirages et nos politiciens genevois n'avaient garde en plus, d'oublier de dénoncer le scandale des laudis qui, à Genève, est particulièrement grand.

Naturellement, une fois élus, les candidats avaient tôt fait de reléguer au magasin des accessoires leur indignation et leur programme ce qui explique, qu'en dépit des promesses, la question des laudis est toujours actuelle et ça menace de continuer !

La campagne dont l'aboutissement a été l'expédition que le *Libertaire* a relatée, a été menée avec énergie. Des dizaines de meetings, des milliers d'affiches, des pages illustrées, ont été employées pour faire céder les pouvoirs publics.

Tout au long de cette campagne, les édiles cantonnais et municipaux socialistes publièrent force promesses dans le *Travail*, organe gouvernemental du leader Léon Nicole, pour parvenir à leur fin d'étouffement.

Mais les chômeurs tiraient bon contre les nids de misère et de tuberculose.

Plusieurs semaines s'étaient écoulées en attente vaine, pendant lesquelles le département de justice dirigé par Nicole, multiplia les provocations contre les sans-travail et fit même jeter à la rue, des chômeurs dans l'impossibilité de payer leur loyer, la décision de passer de la parole aux actes fut prise et ce fut l'action.

Aussitôt, tout ce que Genève compte de forces répressives fut sur place. Tout un quartier mis en état de siège et le gouvernement se sentant impuissant d'agir remit ses pouvoirs entre les mains du procureur général.

La police, apparemment mal assurée, hésita longtemps avant d'engager la lutte. Les menaces d'emploi de bombes à gaz restèrent sans effet. Bien mieux, nos camarades y répondirent en s'attaquant à d'autres toits.

Durant 6 heures, nos 30 camarades poursuivirent leur manifestation et ce ne fut qu'après qu'ils eurent estimé que leur action avait suffisamment porté, qu'ils consentirent à descendre sous les acclamations de la foule.

Le journal gouvernemental (socialiste) publia une édition spéciale une heure à peine après la fin de la manifestation. Et cela, pour s'efforcer de dénaturer l'action de nos camarades.

La violence du journal socialiste contre les démolisseurs improvisés fut telle qu'elle provoqua l'indignation, non seulement des travailleurs, mais encore des milieux les plus hostiles aux revendications ouvrières. Il s'agissait pour les rédacteurs de la feuille socialiste de rassurer les petits bourgeois qui votent socialiste !

De toutes les organisations syndicales, de tous les groupements ouvriers furent volées des résolutions de sympathies pour les démolisseurs et des protestations contre le journal socialiste.

La magistrature suivit les indications des rédacteurs du *Travail* et commença sur le champ la répression.

A l'heure actuelle, 4 anarchistes sont emprisonnés, d'autres pourchassés avec acharnement.

Tels sont les événements qui se sont déroulés ici à Genève et que tous les travailleurs doivent connaître. Ainsi auront-ils une fois de plus, une idée de ce que peut faire un gouvernement socialiste. Même lorsqu'il est présidé par Nicole qui pourtant, sut avant son ascension au pouvoir, se comporter parfois en révolutionnaire.

Les chômeurs ont compris l'efficacité de l'action directe et y recoururent de plus en plus. Ainsi des expulsions de chômeurs ont été averties grâce à leur volonté de lutte.

Les travailleurs de Genève sont dans la bonne voie, qu'ils continuent, ils triompheront.

PHILIBERT BERTHOIER.

Il faut choisir !

(Suite de la 1^{re} page.)

Aussi bien, et comme toute question de pratique, la question ne peut être complètement résolue par un échange d'arguments.

C'est dans la mesure où les véritables syndicalistes s'affirment avec force et entêté dans la C.G.T., qu'ils rallieront à eux les hésitants.

Une fois la lutte engagée et bien engagée, les divergences actuelles disparaîtront, parce qu'elles auront perdu leur raison d'être.

El il faudra que les ouvriers syndiqués choisissent. Il faudra qu'ils optent entre le syndicalisme et la parodie que ces « chefs » prétendent en faire. Entre la nette lutte de classe et la pourriture de la démocratie politicienne. Entre la loyale union ouvrière et les collusion honteuses du « front populaire ». Entre la défense prolétarienne des intérêts prolétaires et les convocations burlesques à l'intérêt général et à l'opinion publique.

Il faudra qu'ils choisissent entre la tradition de ces sociétés de résistance, qui alors que grève et association avaient été déclarées délit, firent capituler la législation, entre la pensée audacieuse des anarchistes et des socialistes sincères qui créèrent la C.G.T., et les vues de ceux qui voudraient l'intégrité assagie et abétie, dans l'ordre établi et le système gouvernemental.

Il faudra qu'ils choisissent entre le pacifisme équivoque des clergymens britanniques, entre le patois des mômiers de Genève, les boniments de Litvinov, les prêches américains des Wilson et des Roosevelt et la voix authentique de l'internationalisme antimilitariste. Il faudra qu'ils choisissent entre la préparation brutale ou sournoise à la guerre et à l'union sacrée, à l'entente criminelle avec les gouvernements, les exploiters, les oppresseurs de tel ou tel autre pays et la résistance à toute guerre et toute union sacrée, et la préparation de la grève générale préventive contre qui voudrait les restrictions de ceux qui se sont faits et se feront encore les complices de cette guerre et de cette union sacrée.

Les dilemmes se posent, pressants, impérieux, urgents. Qu'on le veuille ou non, il faut choisir.

Les Bolcheviks et la S. D. N.

L'officier « Journal de Moscou », dans son numéro du 26 novembre 1935, a publié un article qui fait l'éloge de la politique extérieure de la France depuis le traité de Versailles, cette même politique que la III^e Internationale et le gouvernement bouchevis ont dénoncé pendant quinze ans comme une politique de brigands impérialistes. Le « Journal de Moscou » écrit :

Comme on sait, à la base de la politique extérieure de la France, il y a toujours eu le profond intérêt qu'elle avait pour le maintien de la paix en Europe et son désir de protéger cette paix. Nous savons que la politique française a toujours eu pour objet de maintenir le statu quo territorial en Europe, de ne pas admettre un nouveau partage des territoires par la violence, de lutter contre l'idée de revanche. Nous savons que la France, s'inspirant de ses intérêts nationaux, estimait que le but de sa politique extérieure était de consolider et de renforcer par tous les moyens la Société des Nations et de mettre à la disposition de celle-ci des instruments efficaces pour lutter contre l'agresseur.

Le 29 août 1928, au Congrès de l'Internationale communiste était adoptée cette thèse :

La S. D. N., qui a été constituée, voilà neuf ans, comme association d'impérialistes, pour maintenir la « paix » de Versailles, basée sur un traité de brigandage, et pour écraser le mouvement révolutionnaire dans le monde entier, devient de plus en plus l'instrument immédiat des préparatifs de la conduite de la guerre impérialiste contre l'U.R.S.S. Toutes les alliances créées sous le protectorat de la S. D. N., tous les pactes ne servent qu'à dissimuler et à favoriser les préparatifs de guerre, particulièrement contre l'Union Soviétique.

En novembre 1927, en parlant à une délégation venue à Moscou pour assister aux solennités d'octobre, le X^e congrès de la Révolution russe, Staline disait :

L'Union Soviétique n'est pas membre de la Société des Nations et ne participe pas à la S. D. N. avant tout parce qu'elle ne peut pas prendre la responsabilité de la politique impérialiste de la S. D. N., des mandats que la S. D. N. octroie pour exploiter et asservir les peuples coloniaux. L'Union Soviétique ne prend pas part à la S. D. N. parce qu'elle ne veut pas prendre la responsabilité de la conduite de la guerre, de la croissance des armements, des nouvelles alliances militaires, etc., que couvre et sanctionne la S. D. N. et qui ne peuvent pas ne pas conduire à de nouvelles guerres impérialistes. L'Union Soviétique ne prend pas part à la S. D. N. parce qu'elle ne veut pas partie intégrante du paravent des intrigues impérialistes que constitue la S. D. N. et que celle-ci cache par les discours onctueux de ses membres. La S. D. N. est la « maison de rendez-vous » pour les impérialistes qui font leurs affaires dans les coulisses. Ce qu'on dit officiellement à la Société des Nations n'est qu'un vain bavardage destiné à tromper les ouvriers. Ce que les gouvernements impérialistes font officiellement dans les coulisses est la vraie politique impérialiste, hypocritement cachée par les orateurs grandiloquents de la Société des Nations. Qu'y a-t-il d'étonnant à ce que l'Union Soviétique ne veuille pas être membre et complice de cette comédie entre les peuples ?

Le traité de Versailles défini par la III^e Internationale un traité de brigandage est devenu un traité juste, la S. D. N. de paravent des intrigues impérialistes est devenue la base de la paix internationale ; la politique extérieure de France, contre laquelle pendant quinze ans les bolcheviks se sont dressés, est devenue une politique pacifiste. Hier c'était la France qui, selon Moscou, menaçait l'U.R.S.S. Aujourd'hui c'est l'Allemagne qui veut, selon Moscou, conquérir l'Ukraine et attaquer les Etats baltes. Au lieu de faire appel à l'action révolutionnaire des masses, la III^e Internationale sème des illusions, corrompt le prolétariat en lui inspirant confiance dans la S. D. N. et fait de lui un jouet entre les mains de la diplomatie secrète et des marchands de guerre. La révolution mondiale, la III^e Internationale est arrivée à la diplomatie nationale. Elle a fait faillite. La politique internationale de l'U. R. S. S. est devenue une politique de guerre. Il ne faut pas manquer de dénoncer cette trahison. On ne fera jamais assez pour la faire connaître.

Le Néo-Communisme de Guerre

Il nous souvient qu'il y a environ dix-huit mois nos Staliniens n'avaient pas assez d'imprécations contre la préparation à la guerre et conseillaient le sabotage des manœuvres anti-aériennes dites de défense passive auxquelles l'état-major tentait de faire participer la population civile.

Depuis, hélas ! le vent a tourné et, dans un récent numéro de l'*Humanité*, un certain Janin, maire de Villeneuve-Saint-Georges, après avoir pourtant dénoncé l'illusion de la défense passive, a le front d'invoquer la pression préfectorale pour expliquer le nouveau tournant et faire avaler ce qui suit :

La tâche des municipalités est d'aborder cette question avec le plus grand sérieux. Il ne manque pas de techniciens dans nos communes capables d'apporter leur collaboration à la réalisation du plan de défense passive : architectes, agent-voyer, ingénieurs, médecins. Les officiers de réserve républicains peuvent également être sollicités et leur concours nous sera certainement assuré.

Il va sans dire que les communes ne peuvent assurer le financement de tels plans : construction d'abris, renforcement du matériel d'incendie, achat de masques, etc... Aucune dépense supplémentaire ne peut être mise à la charge des collectivités locales pour payer des travaux quelconques très importants. Des subventions spéciales devront donc être accordées par le pouvoir central.

Ainsi, non seulement on a substitué à la revendication du désarmement le surarmement réclamé par Laval-Staline et les fabricants de masques, constructeurs d'abris, etc..., mais on réclame, sous forme de subventions, de nouveaux crédits militaires. Mais où le jésuitisme rouge est poussé à l'extrême, c'est lorsque l'on indique qu'« aucune dépense supplémentaire ne peut être mise à la charge des collectivités locales... », et que l'on réclame des subventions d'Etat, comme si, en fin de compte, ce n'était pas le même contribuable qui alimente les deux budgets.

Proletaire, en attendant l'impôt du sang, vide tes poches pour payer la saignée !

DURE LEÇON

Toute la presse — celle de gauche et celle de droite — s'est apitoyée sur le sort du colonel aviateur Lindbergh, obligé de fuir le gangstérisme américain pour protéger la vie de son deuxième enfant.

En un pareil moment, nous ne voudrions pas nous montrer plus sévères qu'il ne convient à l'égard de celui qui fut, à un moment de sa vie, l'homme le plus populaire et le plus adulé dans le monde. Mais comment oublier qu'il ne refusa juste à ce moment de s'associer au mouvement mondial de protestation qui s'opposait alors à l'exécution des deux innocents Sacco et Vanzetti, et qu'il se refusa, malgré de nombreuses sollicitations, à intervenir en leur faveur sous prétexte de ne pas amoindrir le prestige de la « justice » de son pays.

Ici, nous nous souvenons...

RETENEZ CETTE DATE

Jeu 6 février, à 20 h. 30 à la salle du « Petit Journal », 21, rue Cadet

GRAND GALA DE LA PATRIE HUMAINE
Cartes en vente dès maintenant à la P.H.
Prix des places : 6 francs.

C. B.

Vue rétrospective

Une année qui s'en va, ne laissant derrière elle que de tristes souvenirs.

A son début, pourtant un grand souffle d'union était passé sur tout le prolétariat français, nous laissant espérer qu'on allait enfin, voir l'unité se réaliser sur tous les points pour la paix, la paix et la liberté. Malheureusement des chefs sans scrupules ont réussi une fois de plus, à détourner les masses de la bonne voie où elles s'étaient engagées.

L'événement qui jeta le plus de consternation dans les milieux révolutionnaires fut la trop fameuse déclaration de Staline.

Le grand chef de l'I.C. mil, par ses paroles, les dirigeants communistes dans une bien triste posture.

Devaient-ils désapprouver le maître et continuer à lutter contre la défense nationale, ou bien l'approuver et ne plus crier contre l'armée bourgeoise qui pouvait permettre de défendre l'U.R. S.S.

Les chefs communistes français n'hésitèrent pas à choisir la deuxième solution.

Pour se justifier (les coupables en ont toujours envie), ils publièrent une affiche où ils démontraient avec brio que Staline avait raison d'avoir tort. Et les braves communistes, n'ayant rien compris, applaudirent à ce revirement.

Puis ce fut la manifestation du 14 juillet, qui eut pu être très belle, mais où l'on vit des groupes d'extrême-gauche défilier drapés en fête, en uniforme et au pas cadencé.

Le rassemblement de la jeunesse du 29 septembre ne fut qu'une manifestation sportive sans aucun résultat, omis celui de rapporter 11.000 francs de déficit.

Enfin vint le magistral défilé du 11 novembre, qui à mon avis est le couronnement de cette série de dégoûtages.

Ce n'est pas en continuant à célébrer la Victoire que l'on apaisera les rancœurs, ce n'est pas en criant : Vive l'armée républicaine que l'on abolira le service militaire, ce n'est pas, enfin, en rendant hommage à des victimes inconscientes que l'on prouvera son désir de paix.

Enfin les derniers mois de l'année ont vu le début de l'assassinat d'un peuple faible et pacifique par une nation puissante et civilisée.

Après ce bref tour d'horizon voyons comment se présente l'année nouvelle. Bien qu'à peine commencée elle ne s'avère guère souriante. D'aucuns se contenteront des prédictions les plus fantaisistes et se lamenteront ou se réjouiront suivant qu'elles seront mauvaises ou bonnes.

Il ne s'agit pas de faire des vœux pour que cesse la guerre Italo-Ethiopienne, il ne s'agit pas de souhaiter la réalisation de l'unité totale sur des bases constructives. Il ne faut pas trop se fier aux beaux discours sans fonds, qui nous conduiraient aux mêmes échecs que l'année passée.

1936 va voir de nouvelles élections législatives se dérouler. Nous nous emploierons encore et de toutes nos forces à montrer combien cette mascarade est grotesque et inutile.

Que tous les anarchistes s'unissent afin d'éclairer les masses travailleuses, pour qu'elles ne retombent plus dans leurs erreurs passées, pour qu'elles cessent d'obéir aveuglément à de stupides mots d'ordres, pour qu'elles comprennent enfin qu'elles peuvent agir sans leurs chefs.

Andrieux Jacques.

COMITE « PRO PRESOS »

Par suite de la démission du camarade Toubert du Comité « Pro Presos », le Comité exécutif de la 4^e Région a désigné le camarade Laurent comme trésorier.

La Commission de contrôle a donné quitus à Toubert.

Tous les envois de fonds devront être adressés au camarade Laurent, 26, avenue des Bosquets, à Aubnay-sous-Bois (S.-et-O.), ou se servant du compte chèques postal C.C. 389-76 Paris.

Profitant de cette occasion, nous nous devons de signaler la détresse des camarades espagnols ; la solidarité doit être affirmée. Tous les révolutionnaires se feront un devoir d'apporter leur obole, si minime soit-elle.

Des cartes de solidarité sont en vente au prix de un franc la carte.

Il est inutile d'insister, vous aurez à cœur de soulager vos frères de lutte, dont la misérable vie ne peut être comparée à la nôtre.

Laurent.

L'ESPRIT SYNDICALISTE

par Hubert LAGARDELLE

Par suite, le mouvement syndical passait du second plan, où on l'avait exilé, au premier plan de la politique ouvrière, et le parti socialiste descendait à la place naturelle qui convient à son rôle démocratique. Je ne veux pas insister ici sur ce qui pourrait être ce « rôle démocratique », mais ce n'est pas, en tout cas, celui qu'il a joué jusqu'ici. Une inféodation plus ou moins formelle aux gouvernements radicaux, une imitation plus ou moins consciente de la politique sociale des « partis avancés », une glorification sans réserves du procédé électoral et du mécanisme étatique, voilà évidemment qui est exactement le contraire du socialisme. Mais la démocratie a deux aspects : si, sous son côté positif, dans sa pratique solidaire et dans son organisation politique, elle s'oppose à nous, nous l'utilisons au point de vue négatif. Elle est, ou plutôt elle peut être, le régime de la critique en permanence ; elle permet, plus que les régimes antérieurs, l'opposition au pouvoir et la défense des libertés individuelles. C'est sur ce terrain que je qualifierai de démocratie révolutionnaire, puisqu'il s'agit de se servir de la démocratie contre elle-même, que trouverait à s'exercer utilement, à mon sens, le parti socialiste.

Mais cela est en dehors de la lutte de classe et de la transformation sociale. Cette œuvre ne relève que des institutions ouvrières. On ne saurait trop insister sur ce fait que chaque classe se crée ses propres organes d'émancipation, par lesquels elle oppose aux institutions traditionnelles ses créations positives. Les syndicats sont à la classe ouvrière ce que les communes furent à la bourgeoisie. Ils servent d'abri aux producteurs, non seulement pour la défense de leurs intérêts, mais surtout pour l'élaboration du droit nouveau qu'ils imposent au monde.

Qu'est-ce à dire : un droit nouveau ? C'est le droit du travail à s'organiser librement. Si, dans la société moderne, la liberté est servie, c'est que le travail est esclave. L'acte de production, qui est la plus haute manifestation de la personne humaine, puisqu'il affirme sa puissance créatrice, est détourné de sa destination naturelle, qui est la libération de l'individu, et à tous les parastatuts. Et ce n'est que dans la mesure où le travail s'affranchira, que la liberté se répandra dans le corps social.

Ce principe nouveau du TRAVAIL LIBRE DANS LA SOCIÉTÉ LIBRE, où prend-il corps, si ce n'est dans le groupement syndical ? Je ne crois pas à l'efficacité de la prédication abstraite des conceptions socialistes et je ne peux pas concevoir que des idées se répandent dans le milieu ouvrier si elles ne sont pas la création de ce milieu lui-même. Un parti politique peut bien essayer de vulgariser telles ou telles notions qu'il adopte, mais ces notions n'ont de portée que si elles sont le produit d'une lutte concrète.

Les socialistes avaient donc fait un contresens en assimilant la lutte de classe à la lutte de parti et en identifiant l'action politique du prolétariat à l'action électorale et parlementaire. L'illusion avait pu durer tant que les producteurs n'avaient pas pris conscience d'eux-mêmes. Mais du jour où ils s'étaient aperçus que le parti socialiste était aussi étranger au monde du travail que l'Etat à la société, qu'il constituait un mécanisme extérieur à la réalité sociale, qu'il formait une superstructure artificielle sans rapport avec le fonds économique, dès ce jour la lutte politique de la classe ouvrière devait prendre son véritable sens : une lutte d'ensemble menée par les organes propres du prolétariat.

elles sont un produit de la vie concrète des masses. En vérité, cet idéal de la LIBÉRATION DU PRODUCTEUR PAR L'ORGANISATION DE LA PRODUCTION n'aurait pas pu devenir comme la quintessence du socialisme ouvrier, s'il ne résultait pas de la pratique révolutionnaire des organisations prolétaires.

C'est cette mise en œuvre d'une pratique révolutionnaire qui caractérise les institutions ouvrières, par opposition aux institutions capitalistes. Elles constituent une organisation positive de la liberté et une négation concrète de l'autorité dans l'atelier, dans l'Etat, dans la société.

Dans l'atelier, les syndicats tendent à réduire de plus en plus le pouvoir patronal et à organiser eux-mêmes le travail. Tout le mouvement syndical n'a pas d'autre but que de substituer à la discipline imposée par le capitaliste, la discipline volontaire des producteurs, et toute la révolution sociale est contenue dans cette transformation intérieure de l'atelier.

Dans l'Etat, qui doit être en échec l'arbitraire du pouvoir, la force de l'armée, le principe même du Gouvernement, si ce n'est le mouvement ouvrier organisé ? Il est la seule puissance avec laquelle ait sérieusement à compter l'impérialisme étatique, l'unique agent de désorganisation réelle de l'absolutisme politique ; l'obstacle principal à l'envahissement étouffant du mécanisme administratif.

Dans la société, où tous les groupements ont la tendance invincible à reproduire les formations autoritaires de l'atelier et de l'Etat, les syndicats révolutionnaires donnent l'exemple vivant d'une organisation fondée sur la liberté. L'extrême souplesse de la Confédération Générale du Travail, son fédéralisme, l'absence du pouvoir coercitif, la meilleure preuve qu'on peut concilier l'esprit d'ordre et l'esprit d'indépendance. Le syndicat libre dans le syndicat, le syndicat libre dans la fédération, la fédération libre dans la Confédération, voilà une leçon de choses dont l'efficacité ne peut pas être perdue.

Et voilà comment le syndicalisme se donne tout à la fois comme l'incarnation réelle de la lutte de classe et la préparation pratique d'un régime de liberté. Le socialisme se fait ainsi un peu tous les jours, en attendant qu'il puisse se réaliser totalement. Il n'est plus envisagé comme une réalisation à la fois lointaine et instantanée, mais bien comme une création quotidienne, dont on peut suivre la marche lente et progressive. Il ne sera pas l'œuvre de l'intervention miraculeuse d'un des ex machina, mais de l'effort patient des masses. La liberté ne descendra pas tout à coup du ciel, comme la Minerve armée sortit du cerveau de Jupiter. Sa conquête ne sera que l'universalisation de mille

libertés conquises et l'acte de décès de mille autorités défuntes.

Par là, vous le voyez, se résout l'opposition de l'action pratique et de l'action révolutionnaire, qui a été pour les partis socialistes le problème de la quadrature du cercle. L'action quotidienne, humble, patiente et difficile, était restée jusqu'ici frappée de discrédit : le socialisme traditionnel la considérait comme stérile, du moment qu'elle s'exerçait dans l'ambiance bourgeoise et qu'elle ne brisait pas du coup les cadres de la société présente. L'action révolutionnaire, par contre, était reléguée dans la splendeur de la catastrophe finale où doit sombrer le système capitaliste. Entre les deux, il n'existait pas de compromis : ou l'une ou l'autre.

Il en est résulté une dissociation de plus en plus grande de la pratique et de la théorie. Les esprits soucieux de réalité, les d'attentes de révolution toujours fuyante, se sont détournés d'un socialisme purement abstrait et se sont consacrés à des tâches positives. Mais, sans guide et sans principe, ils ont été absorbés par le milieu capitaliste et ils ont perdu tout sens socialiste. Quant aux autres, aux défenseurs du dogme, ils ont eu beau affirmer désespérément la valeur révolutionnaire de leurs formules, ils ont été impuissants à rendre la vie aux idées mortes, et, comme je l'ai rappelé plus haut, leur pratique décolorée est venue se confondre avec l'activité des réformistes. De sorte que, conduits au pur démagogie par leur fraction réformiste et à l'abstraction dogmatique par leur fraction révolutionnaire, les partis socialistes se sont trouvés acculés à une impasse dont ils ne sortaient pas, du moins en suivant les errements traditionnels.

(Fin la semaine prochaine.)

N'OUBLIEZ PAS

de retenir votre après-midi

du dimanche 26 janvier

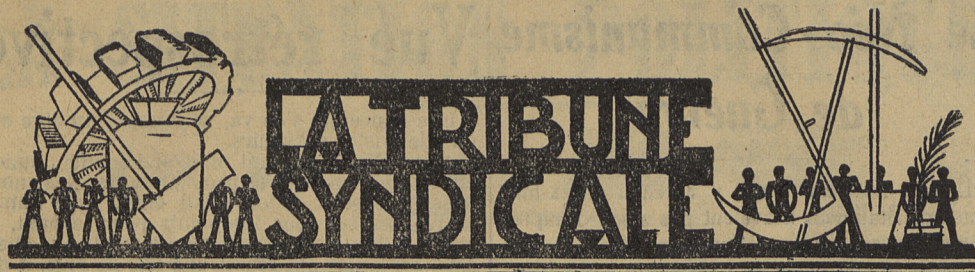
pour assister à la

Grande Matinée Artistique

du *Libertaire*

Au programme :

Le dessinateur humoriste **RAOUL GUERIN** ; **RENE-PAUL**, de l'A.B.C. ; **GRELLO**, des *Noctambules* ; **GERMAINE HILBER** ; **DECROUX**, de l'*Atelier* ; **CHARLES D'AVRAY** ; **LEGER**, solo de saxophone, etc.



Où allons-nous ?

L'UNITÉ est à ce point avancée que l'on peut la considérer comme faite. En effet, à l'exception de quelques syndicats et fédérations où les conséquences de la division ont été particulièrement désastreuses, les fusions sont réalisées ou sur le point de s'opérer. Et déjà se pose la question de la propagande syndicale réunifiée.

L'état de division, en créant un dualisme entre les Centrales rivales, avait pratiquement stérilisé toute action de propagande. Les deux principaux courants idéologiques du mouvement ouvrier, privés de leur contrôle mutuel, s'en sont allés à la dérive, sombrant dans l'extravagance.

L'un s'est adonné à la gymnastique révolutionnaire et compromis par son aventurisme, ses défaites et son effondrement final, l'idée même de révolution.

L'autre s'est trouvé entraîné dans un légalisme ligotant et reposant. Il s'est détaché peu à peu du traditionalisme ouvrier pour ne voir finalement ses moyens, la légitimation de sa raison d'être, que dans la pratique de la politique de présence. Cependant que le but ne lui apparaissait plus qu'à travers la lunette parlementaire... et on sait combien les verres en sont brouillés.

La réalisation de l'unité aura-t-elle pour effet d'axer l'action syndicale sur des bases solides ? On voudrait l'espérer, mais il serait dangereux de trop y croire.

L'unité, a-t-on dit, est un mariage de raison. A coup sûr, elle est le triomphe de la raison. Le bilan négatif de quinze ans de scission, le danger du fascisme et les menaces de guerre rendaient la division monstrueuse. Mais cette formule que certains affirment n'être avant tout qu'une boutade, recèle une nuance narquoise, qui traduit remarquablement bien l'esprit qui préside aux congrès de fusion.

En vérité, l'assagissement des unitaires est si complet que tout ce qui sort de la question des places les laisse indifférents. Ils semblent à ce point dégoutés d'eux-mêmes, qu'ils mettent même une certaine précipitation à faire peau neuve, à se métamorphoser en ultra-réformistes.

Parions que les réformistes cégétistes d'hier feront demain figure de révolutionnaires en face de nos ex-100 %. Tout le laisse supposer.

Il est donc à craindre que l'unité n'ait pas pour résultat de revigorer le mouvement ouvrier dans la mesure qu'il serait souhaitable. Demain, les syndicalistes révolutionnaires peuvent se trouver devant une coalition des deux bureaucraties actuelles, fondues en une seule, et de ce fait, l'action ouvrière peut n'être pas aussi énergique qu'il serait nécessaire.

Quoi qu'il en soit, l'unité des travailleurs reste le grand résultat qui crée le potentiel de puissance des travailleurs, et légitime les plus belles espérances, pour un avenir qui peut se trouver rapproché par les événements.

L'effort des travailleurs révolutionnaires devra donc se poursuivre pour maintenir intacte cette

puissance contre les fausses manœuvres, les reculs et les abandons des cadres syndicaux.

La tâche sera rude et l'action à mener de tous les instants, tant il apparaît que le danger d'égarement des travailleurs sera grand et permanent.

Très significatifs sont à cet égard les congrès de fusion où nous avons pu constater à l'enténérement du Plan cégétiste, sans qu'une large discussion préalable ait donné à cette ratification un sens précis. L'adoption du plan a pris la valeur d'un vote de confiance au bureau confédéral et rien de plus.

Cela est grave. Particulièrement démonstratif d'un grand trouble dans les esprits. C'est la preuve de l'absence du sens d'orientation. On ne sait pas où on va, on suit aveuglément des hommes qui ont accumulé pourtant de lourdes erreurs.

Mais les promoteurs du Plan, les dirigeants syndicaux, sont-ils si sûrs de la voie qu'ils suivent ?

Au vrai, leurs hésitations, leurs tâtonnements sont loin de révéler une grande conviction, une vue claire du chemin à parcourir. On a l'impression que le Plan n'est qu'un panneau qui cache un profond désarroi. C'est un pis-aller. La planche de salut, à laquelle on se raccroche moins par conscience que par instinct.

Pourquoi ne pas avouer que le mouvement ouvrier traverse, à l'instar du capitalisme, une grave crise, morale et idéologique, qui compromet la lutte pour le devenir social.

Si la cause essentielle de ce triste état de chose est dans la division, il n'en reste pas moins que la méfiance des cercles dirigeants du prolétariat envers ce dernier, qui s'est traduite par un abandon plus ou moins camouflé des usages démocratiques, a fortement contribué à nous acheminer là où nous patageons actuellement.

L'action des travailleurs a été hier, sinon condamnée, du moins suspectée par les cadres cégétistes, et aujourd'hui, les communistes, essouffés de donner ridiculement des coups de bâton dans l'eau, sont à la veille de sombrer dans la même travers.

Voilà pourquoi il est à redouter une certaine solidarité entre les bureaucrates syndicaux de demain, pénétrés de préjugés envers toute action directe et autonome des travailleurs. Alors que les événements rendent possible et exigent le développement de la conscience de classe et de l'esprit de lutte, il semble inévitable que nous aurons la paralysie du mouvement ouvrier !

L'action directe sera plus que jamais abandonnée, au profit de la pratique décevante du parlementarisme. Car, qu'on le veuille ou non, avec l'état d'esprit régnant et le désir de faire adopter le Plan, nous allons vers ce résultat.

C'est là de funestes perspectives. Aussi il appartient à tous les syndicalistes révolutionnaires de lutter pour axer le mouvement syndical sur les bases solides de la lutte de classes.

J. RIBEYRON.

Chronique « terre à terre »

Nous vivons une étrange époque.

Moins étrange peut-être par le dérèglement des esprits qui se traduit en ce moment surtout par un nombre extraordinaire d'assassinats d'enfants que par l'avachissement des idées sociales. Lamentable époque où règnent en maîtres le bluff et la lâcheté.

Le 14 juillet dernier, cinq cent mille bons bougres défilent dans Paris pour protester contre le fascisme, mais peu de temps après, une avalanche de décrets-lois nettement fascistes nous dégringolent sur le dos, et personne ne bouge.

On proteste contre la guerre, mais des politiciens d'affaires, valets des magnats, peuvent impunément la préparer.

Par centaines de mille, des chômeurs crévent de faim, cependant que dans certaines usines les ouvriers font dix, douze et quelquefois seize heures de travail.

Contre ces choses et contre tant d'autres, qui donc appelle le peuple à la révolte ?

Mais voici que des farceurs, peut-être bien des provocateurs, font pipi sur les pieds de la statue de Briand. Alors, rien ne va plus ! Une multitude de savants, d'artistes, d'écrivains réagit violemment à coup de déclarations indignées que publie complaisamment une presse publicitaire. On va voir ce qu'on va voir ! On va voir une belle manifestation où des mas-tu-s'xhiberont. Et cet incident, qui méritait au plus qu'une délégation de ces intellectuels, se rend à Pacy avec une brosse et une boîte de lion noir pour cirer les bottes souillées du vieux, bien exploité, à devenir un coup de maître es publicité.

Que les « prolétaires » marchent, passons, mais que d'authentiques savants, que de vrais écrivains qui n'ont pas besoin de ces comédies pour gagner un peu de renommée se laissent faire, voilà qui est triste.

Cependant, combien d'occasions leur sont offertes d'œuvrer utilement. La misère et l'exploitation grandissent. La réaction triomphe. Le militarisme et la psychose de guerre s'infiltreront jusqu'à l'extrême-gauche politique. On assassine des militants ouvriers dans toutes les prisons du monde. Contre tout cela, combien serait salutaire leur action ! Mais non, rien ! Et si par hasard une protestation s'élève, c'est que la victime est orthodoxe.

Leretour, pour une peccadille meurt en prison, l'U.R.S.S. liore Petrine au fascisme italien, qui donc proteste ? Personne, pas même

Romain Rolland, pourtant point avare de sa parole, et qui nous console de bien des choses, lors de la dernière.

Des hommes libres ça ? Allons donc !

Des hommes au-dessus de la mêlée peut-être, mais les talons joints, l'œil fixé sur Moscou et le petit doigt sur la couture du pantalon.

— Et je ne parle que de ceux qui ne tirent pas de ces pantalonnades un bénéfice immédiat.

Quelle ignoble époque que celle où nous avons le malheur de vivre !

Le manoeuvre.

Union des Syndicats de techniciens et employés de l'industrie

Le Comité Intersyndical des Techniciens et Employés de l'Industrie en chômage, de l'U.S.T. E.I., après avoir énergiquement protesté :

Près du Préfet de la Seine contre une tentative de diminution de l'indemnité de chômage.

Près du ministre de l'Intérieur contre l'interdiction d'une manifestation revendicative, organisée par l'Union des Comités de chômeurs, a décidé de porter à la connaissance du Conseil général le cahier de revendications des techniciens et employés de l'industrie, en chômage.

La délégation a été reçue, à cet effet, par la présidence du Conseil général, lundi 30 décembre, à 15 h. 30.

Il a été, tout d'abord, formellement affirmé aux délégués, par la présidence, que la diminution de l'allocation de chômage afférente au budget départemental n'était qu'une initiative du Préfet de la Seine, mais que pas un conseiller général n'oserait voter cette diminution, que tous apaisements pouvaient être donnés à cet égard aux chômeurs.

Prenant acte des divers points du Cahier de revendications, la présidence en fera communication au Conseil général, ainsi qu'aux Commissions responsables. Elle a notamment retenu qu'une réforme rapide du placement des chômeurs serait l'objet de toute l'attention du Conseil et que de nouvelles entreprises seraient ultérieurement nécessaires en ce sens.

E. Moutly.

JEUNESSE SYNDICALISTE BRESTOISE

La Jeunesse Syndicaliste Brestoise désire entrer en relations avec les Jeunesses syndicalistes existantes en France.

Que celles-ci lui répondent d'une façon favorable à l'adresse ci-dessous.

Jeunesse Syndicaliste Brestoise, Maison du Peuple, Bois-de-Boulogne, Brest (Finistère).

HIER ET AUJOURD'HUI DEUX HOMMES, DEUX IDÉES :

MARX et BAKOUNINE

« Ingénus ceux qui croient que l'on peut conquérir l'Etat pour le détruire et faire la révolution. Ce sera l'Etat qui les conquerra, détruisant leurs énergies révolutionnaires. » (M. Bakounine.)

— Nous anarchistes, ne pensons pas au passé, nous regardons toujours en avant, et si quelquefois nous repassons les pages de l'histoire, c'est pour y rechercher des enseignements pour l'orientation de l'avenir.

A cette heure d'inquiétudes, de dangers, mais aussi de sublimes espoirs, je retourne mes regards vers les époques éloignées et pense aux luttes héroïques soutenues au sein de la 1^{re} Internationale.

Marx et Bakounine furent les deux protagonistes, mais les deux tendances perdurent encore aujourd'hui, divisant le prolétariat mondial.

Cette division touche à sa fin, devant les leçons formidables que confirment pleinement la vision sans égale de ce colosse des idées : Michel Bakounine.

Bien prophétiques furent ses propos, lorsqu'il affirma que l'Etat conquerrait ceux qui prétendaient le conquérir ! Par une cruelle ironie, ce fut en Allemagne, patrie de Karl Marx que ses thèmes et tactiques de lutte s'inspirent le plus indiscutable que puisse marquer l'Histoire.

Après la Révolution de 1918, les socialistes furent les maîtres de l'Etat, et ils ne firent rien pour le détruire, au contraire ils le consolidèrent en trahissant les aspirations du prolétariat.

Plus tard, socialistes et communistes furent les maîtres du Parlement, leurs partis avaient des millions d'adhérents et leurs milices en uniforme se promenaient triomphalement dans les rues de Berlin. Elevant le drapeau du front unique, mais dominés par l'ambition politique, ils se détruisirent mutuellement en une lutte sans gloire, ouvrant le passage à la funeste dictature de Hitler.

Ils étouffèrent les sentiments révolutionnaires du peuple, trompant ainsi ses espérances les plus chères, et aujourd'hui, ceux qui ne surent s'unir dans la rue, en une lutte ouverte contre le capitalisme, s'unissent dominés par la douleur dans les camps de concentration créés par le tyran.

Ah ! si Marx pouvait contempler l'œuvre de ses disciples chéris !

Si le collectivisme s'appuie directement sur l'œuvre de Marx, l'anarchisme doit son développement à la propagande de Bakounine.

Marx dépassait Bakounine par sa science, mais Bakounine le dominait dans le génie de la propagande.

Marx fut un économiste de premier ordre ; Bakounine, un apôtre et un révolutionnaire incomparable.

Tous deux : publicistes, Marx plus froid, plus nébuleux, plus autoritaire ; Bakounine plus expansif, plus franc et révolutionnaire, plus libertaire.

L'un menait une existence bourgeoise, l'autre une vie détachée de lui-même.

Marx se gardait à lui-même et aux siens, gardait avec précaution son avoir ; Bakounine se laisse confisquer ses biens par le tzar, expose sa vie dans les combats et essaie de soulever le monde entier par sa parole, par la plume et par l'action.

DEUX HOMMES : DEUX IDÉES

Voilà, tracés à grands traits, les deux figures qui, il y a soixante-dix ans, marquèrent les tendances qui devaient orienter les luttes prolétariennes.

L'une, l'autoritaire, a triomphé et a failli, ayant servi de pierre à la révolution et de rempart au capitalisme.

L'autre se maintient indomptable, elle n'a jamais failli, ni ne faillira jamais, puissante comme le génie de Bakounine, elle guide les opprimés.

En ces moments historiques, quand la politique se brise avec fracas ; quand le canon détruit des milliers de vies humaines, quand la civilisation et la culture sont en voie de disparition, le prolétariat doit être en alerte, méditant sur son propre destin. Ce ne sont pas des heures d'espérances et d'illusions, les leçons reçues ne nous permettent pas d'en refuser la preuve.

Un seul chemin reste ouvert, plein de douleurs, mais par lequel nous arriverons au triomphe définitif.

Ce chemin, c'est celui que nous indiqua, avec sa parole véhémente, Michel Bakounine : l'Anarchie !

Nous le suivrons sans vaciller. Et bientôt se lèvera glorieux le drapeau de la Révolution sociale.

Gamille Perez.

(Traduit de *Tierra y Libertad*, organe de la F. A. I.)

COMITÉ DE L'ENTRAIDE

Une date !

GRANDE FETE

Artistique et théâtrale

qui aura lieu :

Dimanche 19 janvier 1936, à 14 h. 30
10, rue de Lancry, Paris (10^e)

Au programme :

Chant, Musique, Danse, Théâtre, etc.

ABONNEMENTS AU « LIBERTAIRE »

FRANCE	ETRANGER
62 Nos 22 fr.	62 Nos 30 fr.
26 Nos 11 fr.	26 Nos 15 fr.
12 Nos 5 fr. 50	12 Nos 7 fr. 50

Chèque Postal : N. Faucier, Paris 596.03, 29, rue Piat, Paris (20^e).

Le Gérant : Georges GIRARDIN.

Imp. Centrale du Croissant (86 N°) 19, rue du Croissant, Paris-2^e

Chronique de Banlieue

CARRIERES-SUR-SEINE ET REGION

Les camarades de Carrières et région se sont réunis la semaine dernière. D'après le compte rendu financier du trésorier du groupe et du camarade chargé de la phalange, il ressort que nous avons versé depuis 11 mois plus de 700 francs au « Libéraire ».

Le secrétaire a fait le compte rendu moral du groupe pendant l'année 1935. Il a été organisé par les soins du groupe 6, meetings dans la région qui ont porté leurs fruits et plusieurs manifestations dans la rue contre la guerre et le fascisme.

Le camarade délégué du groupe de Sartrouville nous annonce officiellement la tenue du meeting contre la répression qui aura lieu à Sartrouville le 25 janvier, salle du Rocher à 20 h. 30. Nous ferons un appel sérieux pour que tous les camarades soient présents ce jour-là à Sartrouville.

La prochaine réunion du groupe aura lieu le 18 janvier, salle du café de la Mairie à Carrières.

Et que cette fois, personne ne boude, car comme disait Boudoux, il y a du travail pour tous.

Blot Lucien.

LIVRY-GARGAN

TRIBUNE PACIFISTE

Tous les camarades de Livry et des environs sont priés d'assister à la causerie qui sera faite le vendredi 10 janvier, salle de l'Hôtel de France, place de la Fontaine, par les frères Laisant et Andreux sur :

L'Armée est-elle ou non une protection nationale ?

Le vendredi 24, le grand orateur Lt. Jospin, parlera des partis politiques devant le problème de la guerre.

PARAY-VIEILLE-POSTE

LA GARENNE DU MAIRE

La plus grande fantaisie semble présider à l'attribution du secours de chômage. Le maire Bertrand, désormais assuré de tenir la mairie pendant six ans, se moque de la situation pénible de nombre d'habitants sans travail et dans l'impossibilité d'en trouver.

Ainsi, un camarade espagnol se voit refuser tout secours sous le prétexte de sa nationalité. Sa femme, pourtant de naissance française, subit le même sort.

Il paraît que les rapports des inspecteurs sont défavorables. Mais ces rapports ne pouvant être examinés contradictoirement, ils sont de pure cela même, des plus suspects. Mais qu'importe pour M. le Maire ! D'ailleurs, n'a-t-on pas la volonté de n'accorder les allocations qu'au compte-gouttes !

La nationalité de notre camarade ne l'a pas sauvagée des impôts communaux, aussi, en toute justice doit-il toucher le secours de chômage.

Faudra-t-il, pour faire céder M. le Maire, une agitation éternuelle ?

LYON

Groupe Libéraire des Gauseries Populaires

Le groupe libéraire des causeries populaires en collaboration avec les groupes de Villeurbanne et des amis de la Patrie Humaine, organise une fête populaire le 19 janvier à 14 h. 30 salle Emile-Lola, 129, rue Boileau.

Tous les lecteurs du Libéraire et de la Patrie Humaine sont invités ainsi que leurs familles.

Nous leur conseillons d'en faire part à leurs amis et espérons que tous feront le maximum d'effort pour assurer le succès de cette fête vraiment familiale, où seront entendus les meilleurs artistes de différents concerts anti-cléricaux et patriotiques.

Lyon. — Réunion vendredi 10 janvier à 8 h. 30 salle de l'Unitaire, 129, rue Boileau. Le camarade Journet nous fera une causerie sur « Patrie et Guerre ».

Le Secrétaire : Merlo.

Communications Diverses

La Muse Rouge

Le groupe des chansonniers révolutionnaires se tient à la disposition de toutes les organisations ouvrières pour la confection totale ou partielle des programmes de leurs fêtes et goguettes.

Toutes les œuvres sociales, pacifistes, révolutionnaires se trouvent à la Librairie de la Muse. Ecrire à P. Montel, 2, passage Trubert-Bellier, Paris (XIII^e). C. P. 1216-70.

Libre-Pensée. — Action Sociale de Paris

Réunion publique mensuelle samedi 11 janvier, à la Bellevilloise, salle Marty, 23, rue Boyer.

Etudiants libertaires. — Les camarades qui désirent s'inscrire au Cercle d'Etudes ou qui veulent recevoir les convocations pour les prochaines causeries sont priés d'écrire à Perrotin, 29, rue Piat au « Libéraire », Paris (20^e).

CENTRE DE CULTURE INTELLECTUELLE DU COMITE DES LOISIRS

Le Centre de culture intellectuelle du Comité des Loisirs de la Région parisienne, poursuivant son action éducative, a le plaisir de convier tous ses adhérents et amis à la Conférence qu'il organise :

Vendredi prochain 10 janvier, à 20 h. 30 à la Maison de la Coopération (Salons Bonvalet), 31, boulevard du Temple, Paris-3^e, sur :

LA GRECE

par M. Chevalier, élève de l'Ecole Normale supérieure.

Projections fixes, audition de chants grecs, lecture de pages littéraires.

Participation aux frais : 1 franc

Synthèse anarchiste, 5, impasse de Gènes, 5, Paris (20^e), métro Couronnes, jeudi 16 janvier à 20 h. 30, Causerie sur : « Le mouvement anarchiste en Europe Centrale et dans les Balkans », par Renoir.

Aux Pacifistes

Le numéro d'automne du « Résistant à la guerre », bulletin de l'I. R. G., s'épuise rapidement.

Ce numéro très intéressant contient une documentation précise sur les objecteurs de conscience du monde entier.

Le bulletin est publié en français, espéranto, anglais, allemand. Le réclamer en spécifiant la langue d'édition à : R. Rousseau, rue de l'Union La Courneuve (Seine), contre un franc en timbres ou l'équivalent pour les pays étrangers.

COMITE DE DEFENSE SOCIALE

Le camarade Cané, trop pris par ses occupations et ne pouvant continuer à s'occuper de la trésorerie, le Comité, dans sa séance du 17 décembre, a pourvu à son remplacement en désignant comme trésorier du C. D. S. le camarade Lazerges.

Les groupes de Paris et de province, ainsi que les militants détenteurs de listes de souscriptions, voudront bien, en conséquence, faire parvenir les fonds au trésorier L. Lazerges, 13, rue Custine, Paris-18^e, chèque postal 190.816, Paris.

Toute la correspondance et les affaires concernant le Comité de D. Sociale, comme par le passé au secrétaire Henri Baylie, 12, avenue Junot, Paris-18^e.

Nous rappelons que les réunions du Comité ont lieu chaque mardi à 9 heures du soir, 15, rue de Meaux.

La Vie de l'U.A.

COMMISSION ADMINISTRATIVE

Réunion dimanche matin à 9 h. 30 précises

Jeunesse anarchiste-communiste. — La réunion du groupe des jeunes aura lieu mercredi 15 janvier à 20 h. 30, au local du « Libéraire », 29, rue Piat.

Ordre du jour : Le congrès de la Fédération, renouvellement du bureau et la campagne contre les deux ans.

Tous les adhérents devront assister à cette importante réunion.

Groupe du 5^e et 13^e arrondissements. — Le groupe se réunit tous les jeudis à 20 heures, au siège social, 22, rue Broca (5^e). — Le Secrétaire.

Groupe du 14^e. — Tous dimanche après-midi à la matinée d'Avray, 15, rue de Vanves, lundi 13 janvier à 20 h. 45, réunion Patroni au 5, boulevard Brune à la Porte de Vanves. Les camarades sont priés d'effectuer à la trésorerie, le versement annuel de 6 francs pour l'Union Anarchiste.

Prendre note : samedi 18 janvier, 15, rue de Vanves, conférence par notre ami Chazoff.

Groupe du 19^e et 20^e arr. — Le groupe se réunit tous les vendredis, à 20 h. 30, au local du « Libéraire », 29, rue Piat. Les lecteurs du « Libéraire » et sympathisants sont cordialement invités.

Groupe du 19^e. — Réunion du groupe du 19^e, jeudi 16 janvier à 21 heures, salle du café, 40, rue Riquet.

Discussion sur la propagande à mener dans l'arrondissement.

Groupe du 20^e. — Tous ce soir à la réunion publique, salle 46, rue de Belleville.

Sur : Les menaces de guerre. Orateurs : Ringes, Langlois, Frémont.

Groupe du Croissant. — Pour le groupe, s'adresser à Henriette Royo, au « Libéraire », 29, rue Piat.

Saint-Denis. — Les réunions du groupe ont lieu tous les vendredis à 20 h. 30, Bourse du Travail, 4, rue Suger.

Blanc-Mesnil. — Les camarades sont priés de se trouver à la « Libéraire » toutes les semaines chez le dépositaire de journaux, avenue de Drancy.

Banlieue-Est. — Groupe de Montreuil. Permanence le 2^e et 4^e jeudi de chaque mois, à 20 h. 30, ainsi que tous les dimanches matin, de 10 h. à midi, salle de la Coopé, 11, rue de l'Eglise, Montreuil.

Banlieue Nord. (Gennevilliers, Asnières, Clichy, Levallois). — Réunion dimanche matin 12 janvier, à 10 h. précises (même salle qu'à la réunion précédente).

Présence indispensable de tous les camarades. Ordre du jour : organisation du meeting contre la guerre.